

Belgium-Andenne: Gully emptiers

OJ S 152/2020 07/08/2020

Contract notice

Supplies

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville d'Andenne

National registration number: BE 0207258514

Postal address: Place des Tilleuls 1

Town: Andenne

NUTS code: BE352 Arr. Namur

Postal code: 5300

Country: Belgium

E-mail: relpub@ac.andenne.be

Telephone: +32 85849530

Fax: +32 85849531

Internet address(es):

Main address: www.andenne.be

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/1924/9S/2020>

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be>

Additional information can be obtained from another address:

Official name: Direction des services techniques

National registration number: DST

Postal address: Promenade des Ours 25

Town: Andenne

NUTS code: BE Belgique / België

Postal code: 5300

Country: Belgium

Contact person: M. Louis Anciaux

E-mail: louis.anciaux@ac.andenne.be

Telephone: +32 85849617

Fax: +32 85849613

Internet address(es):

Main address: www.andenne.be

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Acquisition d'un camion équipé d'une hydrocureuse en remplacement d'un camion Volvo FL6 équipé d'une hydrocureuse
Reference number: 018/2020/F

II.1.2. Main CPV code

34144410 Gully emptiers

II.1.3. Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

Voir II.2.4).

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE352 Arr. Namur

Main site or place of performance: Hall communal, Rue André Renard 3 à 5300 Seilles.

II.2.4. Description of the procurement

Le marché consiste en la fourniture d'un camion équipé d'une hydrocureuse. Le marché comprend également la reprise du camion Volvo FL6 équipé d'une hydrocureuse immatriculé RVI-814.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Technique / Weighting: 25

Quality criterion - Name: Service après-vente / Weighting: 10

Quality criterion - Name: Livraison / Weighting: 10

Quality criterion - Name: Garantie / Weighting: 5

Cost criterion - Name: Prix / Weighting: 50

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

End: 29/03/2021

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Options libres (le soumissionnaire pourra proposer des options libres pour autant qu'elles soient décrites, gratuites et intégrées dans l'annexe technique au point 8 options gratuites. Le pouvoir adjudicateur décide des options libres qu'il retient pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, conformément à l'article 48 de l'Arrêté royal du 18.4.2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques).

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17.6.2016.

— Le pouvoir adjudicateur vérifie que les soumissionnaires ne se trouvent pas dans une des situations d'exclusion suivantes, visées à l'article 61 de l'Arrêté royal du 18.4.2017:

- 1) participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du code pénal ou à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24.10.2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée;
- 2) corruption, telle que définie aux articles 246 et 250 du code pénal ou à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des états membres de l'Union européenne ou à l'article 2.1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22.7.2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé;
- 3) fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, approuvée par la loi du 17.2.2002;
- 4) infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies à l'article 137 du code pénal, aux articles 1er ou 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13.6.2002 relative à la lutte contre le terrorisme, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision-cadre;
- 5) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels que définis à l'article 5 de la loi du 11.1.1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ou à l'article 1er de la Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26.10.2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;
- 6) travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains définis à l'article 433 quinquies du code pénal ou à l'article 2 de la Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5.4.2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil;

7) occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal au sens de l'article 35/7 de la loi du 12.4.1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs ou au sens de la loi du 30.4.1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

Les soumissionnaires joignent à leur offre le formulaire DUME; ce faisant ils déclarent implicitement respecter ces obligations (à titre de déclaration sur l'honneur implicite).

À la première demande du pouvoir adjudicateur, le document suivant doit impérativement être communiqué par l'adjudicataire pressenti: un extrait récent du casier judiciaire. Si le DUME renseigne la possibilité pour le pouvoir adjudicateur d'obtenir ce document par une base de données nationale accessible directement et gratuitement, l'adjudicataire pressenti ne doit pas communiquer ledit document.

2) Conformément à l'article 62 de l'Arrêté royal du 18.4.2017, le pouvoir adjudicateur contrôlera dans le chef de tous les soumissionnaires, le respect des obligations en matière d'obligations de paiement de cotisations sociales (ONSS).

Les soumissionnaires joignent à leur offre le formulaire DUME; ce faisant ils déclarent implicitement respecter ces obligations (à titre de déclaration sur l'honneur implicite).

À la première demande du pouvoir adjudicateur, le document suivant doit impérativement être communiqué par l'adjudicataire pressenti: une attes... (voir documents du marché).

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants:

1) conformément à l'article 67 de l'Arrêté royal du 18.4.2017, le pouvoir adjudicateur contrôlera dans le chef de tous les soumissionnaires, la capacité économique et financière.

Les soumissionnaires joignent à leur offre le formulaire DUME; ce faisant ils déclarent implicitement respecter ces obligations (à titre de déclaration sur l'honneur implicite).

À la première demande du pouvoir adjudicateur, le document suivant doit impérativement être communiqué par l'adjudicataire pressenti: la preuve d'une assurance des risques professionnels à concurrence d'un montant minimal de 300 000 EUR TVAC, à titre de niveau d'exigence approprié au sens de l'article 65 al. 2 de l'AR susvisé.

Si le DUME renseigne la possibilité pour le pouvoir adjudicateur d'obtenir ce document par une base de données nationale accessible directement et gratuitement, l'adjudicataire pressenti ne doit pas communiquer ledit document.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1) pour un montant minimal de 300 000 EUR TVAC.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants:

1) conformément à l'article 68 de l'Arrêté royal du 18.4.2017, le pouvoir adjudicateur contrôlera dans le chef de tous les soumissionnaires, les capacités techniques et professionnelles.

Les soumissionnaires joignent à leur offre le formulaire DUME; ce faisant ils déclarent implicitement respecter les obligations reprises ci-après (à titre de déclaration sur l'honneur implicite): (au choix; pour chacune des conditions, indiquer «niveau d'exigence approprié» au sens de l'article 65 al. 2 de l'AR susvisé).

1) les listes suivantes:

Une liste des principales livraisons effectuées (au minimum trois) au cours des trois dernières années au maximum, indiquant le montant, la date et les destinataires publics ou privés: s'il

s'agit de fournitures à une autorité publique, les livraisons sont prouvées par des certificats établis ou visés par l'autorité compétente; s'il s'agit de fournitures à des personnes privées, les certificats sont établis par l'acheteur; à défaut, une simple déclaration sur l'honneur est admise. À la première demande du pouvoir adjudicateur, le document suivant doit impérativement être communiqué par l'adjudicataire pressenti: la liste concernera la fourniture de camions équipés d'une hydrocureuse PTA minimum 19 t.

Si le DUME renseigne la possibilité pour le pouvoir adjudicateur d'obtenir ce document par une base de données nationale accessible directement et gratuitement, l'adjudicataire pressenti ne doit pas communiquer ledit document.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1) La liste concernera la fourniture de camions équipés d'une hydrocureuse PTA minimum 19 t.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 15/09/2020 Local time: 10:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Tender must be valid until: 13/01/2021

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 15/09/2020 Local time: 10:00

Place:

Direction des services techniques — Promenade des Ours 25 (2e étage), 5300 Andenne.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Chapitre II.2.7) — Durée — fin: 29.3.2021.

Date purement à titre indicatif et n'engage par le pouvoir adjudicateur.

Les offres peuvent uniquement être introduites électroniquement sur le site internet de e-Tendering <https://eten.publicprocurement.be/>.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'État

Postal address: Rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

VI.5. Date of dispatch of this notice

04/08/2020